

CLUB LISBONNE

Un groupe de députés européens de sensibilités et de nationalités diverses a décidé de créer le « Club Lisbonne ». Il s'inscrit dans le cadre des activités de l'association Confrontations Europe, que ces députés parrainent, et il établit un lien entre elle et l'activité du PE.

Le Club veut contribuer à refonder et impulser la Stratégie de Lisbonne.

Celle-ci souffre d'un manque de légitimité : les citoyens en ignorent tout. Ses objectifs ne sont pas clarifiés : les peuples ne se sont pas accordés sur le sens des efforts individuels et collectifs qu'implique une nouvelle croissance en Europe dans les conditions actuelles et futures de la compétition mondiale. Lisbonne souffre aussi, bien sûr, d'un manque d'efficacité, dès lors que les Etats rivaux la privent des moyens nécessaires et n'assument pas la co-responsabilité qu'impliquent les objectifs affichés.

Le Club veut donc avant tout contribuer à faire participer la société civile à la délibération et à l'évaluation des politiques de l'Union les plus sensibles pour la réussite de la Stratégie de Lisbonne.

Il en partage les objectifs généraux – croissance, développement durable, plein emploi, cohésion, compétitivité -, mais il souhaite un débat approfondi au sein des pays membres et entre eux, pour que ces objectifs ne restent pas creux. Il faut clarifier le sens des réformes pour la vie des individus et pour le lien social, ainsi que la nature des responsabilités à partager.

Dans ce but, nous retenons deux principes. Le premier est l'imbrication du social et de l'économique dans tous les agendas et les actes communautaires. Chaque peuple, et tous ensemble, doivent travailler à un nouveau compromis social, de nouveaux choix de société, sans quoi il n'y aura pas l'acceptation et la motivation indispensables pour accomplir une nouvelle croissance. Le second principe consiste à mieux comprendre et respecter les diversités nationales, tout en cherchant à en faire une richesse commune grâce à des coopérations et des solidarités beaucoup plus fortes qu'aujourd'hui. Pour cela un enjeu crucial est de débattre sereinement du type de capitalisme que nous voulons. Les pays membres ont des structures et des cultures économiques très différentes et il ne faut pas imposer un modèle dogmatique unique. Par contre, l'émulation pour l'efficacité et la complémentarité des choix structurels est indispensable, sans quoi il n'y aura pas de véritable Union économique et l'Europe déclinera.

Plusieurs sujets sont pour nous prioritaires :

1. Les réformes des marchés du travail et de la formation. Pour beaucoup d'Européens, ces réformes signifient une précarité accrue. Pour d'autres, c'est une mobilité positive vers de meilleurs emplois et de meilleures formations. C'est cela la bonne voie qu'il faut approfondir : une nouvelle perspective de vie active, où l'économie fait appel au développement des capacités humaines.

2. Les réformes des services d'intérêt général. Face aux nouveaux besoins et aux nouveaux outils technologiques, l'Europe doit définir sa politique pour les services. Une meilleure compétitivité est nécessaire, mais tout autant une meilleure accessibilité pour chacun et une meilleure cohésion dans les domaines jugés d'intérêt général. Chaque pays doit redéfinir ses choix, mais ensemble nous devons sans retard définir des perspectives, des régulations et parfois des réalisations communes.
3. Les nouvelles politiques industrielles. Personne ne veut reproduire les politiques d'Etat du passé, mais si l'on se contente d'accompagner les firmes européennes dans leurs stratégies de mondialisation, on prend le risque d'une désindustrialisation étendue. Bâtir l'économie de la connaissance mais aussi prendre soin de la localisation de la recherche et de la production dans l'espace de l'Union doit être une co-responsabilité des institutions publiques et des entreprises.
4. Les politiques financières et macro-économiques. L'Europe a beaucoup d'argent mais investit peu chez elle. Bâtir un marché financier intégré est nécessaire mais nous ne pouvons ni voulons reproduire le modèle américain. L'Europe doit débattre de ses choix de structure de financement pour réaliser Lisbonne. Le Pacte de Stabilité, le Budget, doivent être conçus en fonction des Grandes Orientations de Politique Economique. Or celles-ci sont une rhétorique vide. Il faut les réhabiliter et ce n'est possible que par une intense délibération interactive entre les Parlements nationaux et le Parlement européen.

Nous avons l'intention d'explorer ces quatre sujets, en prenant appui autant que possible sur le Traité constitutionnel en cours de ratification.